

Moniteur du Commerce International depuis 1883

Enquête

A quoi servent les CCEF ?

Dossier

Commerce extérieur

Au-delà du déficit, de bonnes surprises à l'export

3^{ÈME}
ÉDITION
WINP

Abidjan **WORK IN PLANET**

Le Salon de l'Emploi, des Carrières et des Opportunités.

L'ADN DE L'EMPLOI

LES **3** → **ET 4** **OCTOBRE**
2016

SOFITEL ABIDJAN - HÔTEL IVOIRE

NOCTURNE
SUR LES **2** JOURS

LE RENDEZ-VOUS DE TOUS LES
PROFESSIONNELS DE L'EMPLOI

540 m² D'EXPOSITIONS
ET D'OPPORTUNITÉS

+ DE 10 000
VISITEURS ATTENDUS

UN ESPACE DÉDIÉ
AUX PROFESSIONNELS



POUR PLUS D'INFORMATIONS CONTACTEZ-NOUS :

par téléphone au **(+225) 07 750 750** ou **(+225) 21 22 79 64**
par mail : workinplanet@mce-afrique.net

Pour devenir exposant ou partenaire du Salon de l'Emploi 2016,
rendez-vous sur : www.workinplanet.com

Organisé par MCE

En partenariat avec



Suivez-nous...





Guide de la mobilité internationale, édition 2016

Vivre et travailler dans 50 pays : attention à la pollution !

Qu'il s'agisse d'une expatriation encadrée par un employeur, d'une formation dans le cadre d'un cursus, d'un projet personnel d'entrepreneuriat, un projet de mobilité internationale ne s'improvise pas. Mises à jour et enrichies avec le concours de Daniel Solano et du Cercle Magellan, un réseau de professionnels de la gestion des ressources humaines (RH) qui fait référence en matière de gestion des ressources

humaines à l'international, les fiches de ce guide seront utiles à tous candidats au voyage : elles permettent en un clin d'œil en quelques minutes les spécificités d'un pays et invitent à approfondir les sujets clés. De quoi aider les candidats au départ à bien se préparer et mettre toutes les chances de leur côté pour faire de leur projet un succès ! Cette année, trois nouveaux indicateurs bien dans l'ère du temps ont été intégrés :

- un indicateur sur le niveau de pollution avec le taux de production de Co2 par habitant (source Banque mondiale) ;
- un Indicateur général de sécurité, le « Global Peace Index », mis au point par *The Economist* et différents organismes d'études et de recherche. Il classe les pays du plus haut niveau de sécurité (n° 1) au plus faible (n° 152) ;
- et le classement Mercer de la destination, qui donne une idée du niveau du coût de la vie dans les grandes métropoles du monde.

Deux nouvelles destinations sont traitées dans cette édition 2016 : la Slovaquie et Hong Kong.



Guide business Sénégal 2016

La relance de l'économie sénégalaise se tisse autour du Plan Sénégal Émergent. Ville nouvelle, autoroutes, aéroport, chemins de fer... de grands chantiers dessinent le Sénégal de demain et tirent la croissance.

Également dans ce numéro :

• **Dossier États-Unis : de la « French Touch » à la « French Tech »**

En l'espace de quelques années, la France a modifié son image outre-Atlantique. Elle n'est plus le pays où les seuls savoir faire et talents sont la gastronomie et le bon vin. La French

Touch s'impose aujourd'hui avec la French Tech, une présence remarquée

• **Dossier Canada : le plan économique qui ouvre des marchés**

Le gouvernement de Justin Trudeau s'est engagé à investir plus de 83 milliards d'euros dans les infrastructures en dix ans. Une opportunité à saisir, alors que l'État fédéral et les Provinces se sont engagés à ouvrir leurs marchés dans le cadre de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, le Ceta.

Lettre du 1^{er}/09/2016

Commerce mondial/Export : à nouveau 5^e exportateur mondial, la France limite ses pertes

Contrairement à une idée reçue, l'export en France ne se porte pas si mal si l'on compare les statistiques des pays déclarants dans la base de données GTA (groupe IHS) pour le premier semestre 2016. De fait, on constate une remontée de l'Hexagone au top 10 des grands pays exportateurs mondiaux. Et contrairement à une autre idée reçue, qui veut que la navigation aérienne et spatiale – pour faire simple le groupe Airbus et quelques autres (Safran...) – maintient chaque année en vol l'export tricolore, ce qui est avéré à destination de certains États ne l'est pas chez tous les grands clients de l'Hexagone...

Lire la suite sur www.lemoci.com

CCI Paris Ile-de-France/Export : le nouveau patron des appuis aux entreprises pose ses marques à l'international

« La CCIP Île-de-France ne se désintéresse pas de l'international ! ». Quelques jours avant l'ouverture de la Semaine des ambassadeurs et de l'université d'été du Medef, plutôt riches en contenus internationaux, Gilles Dabiez, qui a passé ses deux derniers mois à peaufiner l'organisation de la nouvelle super direction des Services aux entreprises dont il a la charge depuis le 18 avril en tant que directeur général adjoint, tient à clarifier les orientations de la Maison...

Lire la suite sur www.lemoci.com

Iran/Export : un centre d'affaires français ouvre ses portes à Téhéran pour aider les PME et ETI

Au cœur du quartier d'affaires de Téhéran situé au nord de la capitale iranienne, la société d'intelligence économique Adit (Agence pour la diffusion de l'information technologique), dont l'État détient 34 % du capital via notamment Bpifrance, et Medef International ouvriront courant septembre le Centre français des affaires de Téhéran (CFAT), une structure que les deux partenaires, qui mettent en commun leurs atouts respectifs, dédient plus particulièrement aux ETI et PME françaises...

Lire la suite sur www.lemoci.com

**POUR
CONTACTER
LA RÉDACTION**
01 53 80 74 06

POUR VOUS ABONNER
01 49 70 12 20
abonnement@lemoci.com
Toutes nos offres p. 43

**POUR JOINDRE
LE SERVICE
PUBLICITÉ**
+33 (0)1 49 70 12 07

PLANÈTE

- 3** Mode d'emploi
- 6** • UE/États-Unis : mauvais temps pour les négociations commerciales
- Vigie TAC ECONOMICS
- Dossier Commerce extérieur**
- Au-delà du déficit, de bonnes surprises à l'export**
- Conjoncture : la fin de l'effet euro/or noir
- Secteurs : les filières en forme et à surveiller
- Export : la France regagne son 5^e rang mondial, au détriment de la Corée du sud

- Tableau de bord du commerce international
- The good idea

PAYS & MARCHÉS

Agenda

- 40** Salons, missions et rencontres
- Appels d'offres & projets**
- 42** Appels d'offres, projets industriels

JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

- 44** Réglementation

28 DOSSIER A QUOI SERVENT LES CONSEILLERS DU COMMERCE EXTÉRIEUR

32 Comment ils s'engagent

Des entrepreneurs qui ont le goût de l'intérêt général
Témoignages :

- Isabelle Estebe, présidente du comité Boston, Nouvelle Angleterre
- Isabelle Ducellier (Comité Suède)
- Alain Meyssonier, président du Comité Provence Corse
- Corinne Versini, CCEF
- Luc Lesénécal (Normandie)

35 Comment ils les utilisent

Un précieuse touche « terrain » pour les partenaires et les entrepreneurs

- Thomas Samuel, fondateur de Sunna Design
- Sophie Clavelier, directrice Côte d'Ivoire de Business France
- Alban Marché, directeur à la Région Centre-Val de Loire

LE MOCI

ÉDITEUR Sedec SA

29, rue de Clichy
75009 Paris - France
Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00
www.lemoci.com
Directeur de la publication
Vincent Lallu

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Christine Gilguy (31)
Grand reporter : François Pargny (23)
Ont collaboré à ce numéro : Venice Affre
Maquette : Delphine Miot,
rédactrice graphiste (37)

Pour joindre votre correspondant par téléphone,
composez le +33 (0)1 53 80 74 suivi
des deux derniers chiffres du poste.

PUBLICITÉ

Conseiller du Président :
Philippe Chebanne (10)
Directrice Conseil et Développement :
Karine Rosset
Tél. : +33 (0)4 91 28 60 26

Chef de Publicité :

Camille Lebray (01)
Assistante commerciale et
responsable technique :
Cindy Colle (14)
Fax de la publicité : +33 (0)
1 49 70 12 69

MOCI EVENEMENTS

Directrice associée : Saskia Paulmier
+33 (0)1 49 70 12 73

GESTION, ADMINISTRATION

Directrice générale adjointe :
Michèle Marcaillou

Directrice du marketing :
Victoria Irizar

Directeur de la fabrication :
Robin Loison

Webmaster :
Pierre Lallu

Comptabilité, gestion :
Éveline Montecot (08), Valérie Perrin

Conception graphique : amarena

Impression
Imprimerie de Champagne
Rue de l'Etoile de Langres
ZI Les Franchises - 52200 Langres

Commission paritaire.
Publication n° 0916 T 81051
ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution
L'adresse électronique des
collaborateurs permanents est :
prenom.nom@lemoci.com

Copyright : toute reproduction, même
partielle, des textes et documents parus
dans le présent numéro est soumise à
l'autorisation préalable de la rédaction
Magazine bimensuel.
Photos de couverture : BillionPhotos.com -
Fotolia.com

Abonnement 1 an (24 numéros +
Lettre confidentielle + accès web limité)
285,88 euros TTC.

La Vie du Rail ou Le Moci

Service abonnements
29, rue de Clichy - 75009 Paris
Tél. : 01 49 70 12 20

Tarif étranger : nous consulter

Planète

**Délais de
paiement :
des pratiques
de paiement
très variables
selon les pays**

Le planisphère des



En 2015, une société sur quatre dans le monde a été payée sous 90 jours ou plus en moyenne. C'est ce que révèle la nouvelle étude d'Euler Hermes sur les délais de paiement dans le monde intitulée « Délais de paiement : la faible croissance a un coût ». Menée auprès d'un échantillon de 27 300 entreprises cotées, l'étude publiée le 20 juillet dernier montre des écarts entre les pays. Les nations aux délais de paiement les plus courts sont l'Autriche, la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas. En Autriche, les entreprises mettent seulement 44 jours à recouvrer leurs créances clients. Les entreprises néerlandaises doivent attendre elles 47 jours pour être payées et 48 jours pour les sociétés en Suisse. À l'inverse, la Grèce, la Chine et l'Italie sont les pays où les entreprises attendent le plus longtemps : 91, 88 et 88 jours respectivement en 2015.

Autre constat, les entreprises des pays émergents sont payées neuf jours plus tard que celles des économies avancées. En 2015, un fournisseur devait attendre en moyenne 68 jours avant d'être payé dans les marchés émergents, contre un délai moyen de 59 jours dans les économies développées. Ainsi, en Chine, les sociétés

devaient attendre l'an dernier 88 jours pour être payées, soit 5 jours de plus par rapport à 2014 et ce délai devrait s'allonger pour atteindre 92 jours en 2016.

Sous l'effet du ralentissement économique, le délai moyen de paiement au Brésil est passé de 61 jours en 2014 à 64 jours un an plus tard. En 2016, la poursuite de la récession devrait encore allonger le délai moyen de paiement (+ 3 jours), d'après les estimations du spécialiste de l'assurance-crédit.

Après s'être établi à 49 jours en 2015, le délai moyen de paiement des entreprises cotées aux États-Unis devrait se stabiliser autour de 50 jours en 2016. Dans ce pays, une entreprise sur deux est payée dans un délai compris entre 24 et 65 jours, rappelle Euler Hermes.

En France, le délai moyen de paiement se situait à 72 jours l'an dernier. Il devrait baisser de deux jours pour la deuxième année consécutive pour atteindre 70 jours fin 2016.

Enfin, le groupe d'assurance-crédit estime que le délai moyen de paiement des clients dans le monde devrait se maintenir aux alentours de 64 jours en 2016.

Venice Affre

délais de paiement dans le monde* en 2015 (en jours)



Source : Euler Hermes – Economic Insight, DSO, juillet 2016

UE/États-Unis : mauvais temps pour les négociations commerciales

A quelques semaines du 15^e round des négociations du projet de Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (PTCI, en anglais TTIP/Transatlantic Trade and Investment Partnership, ou encore TAFTA), ce projet de traité n'a jamais semblé aussi en péril.

Lors du dernier G20 à Hangzhou, qui réunissait les chefs d'Etat et de gouvernement des principales puissances de la planète pour la première fois en Chine (3-5 septembre), le président français n'a laissé aucun doute sur ses intentions. A Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, qui avait fait part de son intention de poursuivre les négociations avec Washington sur ce traité, le chef de l'Etat français a vertement rétorqué, le 5 septembre, lors d'une conférence de presse : « Jean-Claude Juncker peut poursuivre mais la position de la France est claire ». Et elle y est opposée, du moins en l'état actuel des pourparlers.

Paris fait monter la pression depuis plusieurs semaines d'autant plus aisément que, au vu des difficultés des Européens à obtenir des concessions américaines sur les sujets sensibles – marchés publics, services financiers ... – plus personne n'ose aujourd'hui parier sur la faisabilité de la signature d'un accord avant la fin de l'année, ce qui était l'espoir de la Commission il y a encore quelques mois. A quelques jours du G20, Matthias Fekl a ouvert le feu des critiques en annonçant le 30 août, sur Twitter, que la France demandait l'arrêt définitif des négociations du TAFTA. Il a ensuite précisé qu'il en ferait officiellement la demande lors de la réunion des ministres du Commerce extérieur de l'Union européenne (UE), le 22 septembre prochain à Bratislava. Le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur accuse les États-Unis de consentir juste à donner à l'UE « des miettes ».

Cette prise de position, qui n'est pas sans arrière pensée de politique intérieure dans le contexte actuel de crise agricole et de montée des populismes,



Le président français arrivant à Hangzhou pour assister au dernier G20 (3-5 septembre) qui se déroulait pour la première fois en Chine.

a été confirmée dans les jours qui ont suivi lors de la semaine des ambassadeurs, dans les discours prononcés successivement par François Hollande et son Premier ministre Manuel Valls. Le président français, notamment, a indiqué qu'il ne fallait pas « cultiver une illusion qui serait celle de conclure un accord avant la fin du mandat du président des États-Unis ». Pour le chef de l'État, les « discussions ne pourront pas aboutir à un accord d'ici la fin de l'année », car « la négociation s'est enlisée, les positions n'ont pas été respectées, le déséquilibre est évident ».

D'autres voix en Europe, particulièrement dans les rangs socialistes et socio-démocrates, s'élèvent pour dénoncer l'orientation actuelle des négociations. Le numéro un social-démocrate allemand, le ministre de l'Économie Sigmar Gabriel, a ainsi estimé le 28 août que « les discussions avec les États-Unis ont de facto échoué ». Mais Outre-Rhin, Angela Merkel, continue à considérer cet accord « dans l'intérêt absolu de l'Europe » et, à l'opposé des déclarations de son ministre de l'Économie, ne semble pas s'éloigner

de cette ligne à un an d'élections législatives s'annonçant périlleuses pour son parti.

Quelle va être, dans ce contexte, la marge de manœuvre de la Commission européenne ?

Alors que les États-Unis ont fait part de leur souhait de poursuivre les discussions, tout va dépendre de la décision des ministres du Commerce extérieur de l'UE. Techniquement, la Commission européenne ayant reçu des États membres un mandat de négociation pour le TTIP, rien ne l'oblige à mettre un terme aux pourparlers avec Washington. La commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, a été claire, à cet égard, tout en faisant preuve d'une certaine diplomatie, en affirmant que les négociations « sont difficiles », mais « n'ont pas échoué », que l'objectif demeurerait « de conclure avant la fin du mandat Obama » en janvier 2017 » et que « si ce n'est pas possible, il est logique de faire le plus de progrès possible ».

Christine Gilguy avec François Pargny



Asie : trois tigres pris dans le typhon chinois

L'essoufflement de la Chine – la croissance chinoise devrait ralentir à + 6,5 % en 2016 contre + 6,9 % en 2015, son rythme le plus lent depuis 25 ans – va peser en 2016 et 2017 sur l'activité économique de Hong Kong, Taïwan et Singapour, comme le démontre la nouvelle étude publiée le 29 août par Euler Hermes, intitulée « Trois tigres asiatiques pris dans le typhon chinois ».

La croissance de l'activité de ces trois économies, « très sensibles aux variations du commerce mondial par leur taille modeste et leur ouverture accrue », sera notamment freinée par le fléchissement de la demande extérieure, en particulier chinoise. La croissance respective de ces trois marchés devrait donc être inférieure à 2 % en 2016 et en 2017, estime la société d'assurance-crédit, « soit un rythme nettement inférieur à leur moyenne de long terme » qui se situe aux alentours de 3,5 %. Par ailleurs, les trois « tigres » vont voir reculer leurs exportations de biens et de services (tourisme et services financiers), ainsi que leurs ventes au détail.

Hong Kong est au cœur du typhon faute d'avoir diversifié ses débouchés : les exportations de biens vers la Chine représentent 88 % de son PIB. « Et le HKD (dollar de Hong Kong) est trop fort pour permettre à Hong Kong de regagner en compétitivité », analyse Mahamoud Islam, économiste Asie chez Euler Hermes. La province spéciale « a même perdu son avantage concurrentiel dans le secteur électronique, se concentrant sur ses complémentarités avec la Chine continentale (commerce de détail haut de gamme, secteur financier et activités logistiques) », constate son étude.

À Taïwan, la baisse de la demande chinoise, exacerbée par des relations politiques tendues entre les deux pays, et la forte concurrence sur les prix des marchés voisins (dont la Corée du Sud et la Chine) sont, d'après l'assureur-crédit, les deux principaux risques à surveiller. De son côté, Singapour apparaît comme l'économie la mieux placée selon l'assureur-crédit. L'archipel bénéficie en effet de liens économiques diversifiés (États-Unis, Japon, Chine, Asean et UE), d'un solide écosystème d'innovation (notamment universitaire), d'un excellent environnement des affaires (1^{er} du classement Doing Business de la Banque mondiale), d'infrastructures logistiques de premier plan. Dans ce contexte, en 2016, les déficiences d'entreprises devraient augmenter respectivement de + 15 % à Singapour et à Hong Kong, et de + 17 % à Taïwan, anticipe Euler Hermes. V.A.

LA VIGIE TAC ECONOMICS

LES ALERTES RISQUES PAYS - AOÛT 2016

Ces analyses, exclusives pour *Le Moci*, sont tirées d'outils de datamining mis au point par la société TAC ECONOMICS pour détecter les changements à venir, positifs ou négatifs, de l'environnement économique et financier.



BRÉSIL

Le pays est toujours en récession (- 3 % en 2016) mais il devrait connaître une amélioration progressive d'ici fin 2016 (reprise de la production industrielle) ; la forte baisse des importations a permis une diminution du déficit commercial. Malgré la réappréciation du real, des risques de volatilité sur le change sont toujours possibles. La nomination de Michel Temer devrait assurer une certaine stabilité politique jusqu'aux prochaines élections en 2018 malgré son manque de légitimité.



VIETNAM

La situation conjoncturelle est très favorable avec une croissance à plus de 6 % pour 2016 et 2017 portée par une production industrielle robuste, des investissements publics et étrangers très dynamiques et une consommation des ménages soutenue grâce à une inflation enfin maîtrisée. Cependant, les comptes publics demeurent fragiles et le dong restera exposé à un risque de dépréciation dans un contexte de resserrement des taux américains.



SÉNÉGAL

Le pays enregistre une forte croissance (5,9 % en 2016 et 6,5 % en 2017) portée par les projets d'investissements en forte progression dans les industries extractives et une consommation des ménages robuste. On observe une amélioration du déficit budgétaire (hausse des recettes fiscales) et des comptes extérieurs (dynamique positive des exportations). Enfin, la stabilité politique du pays est notable malgré une mise en œuvre des réformes trop lente.



TURQUIE

Le pays fait face à des situations politiques intérieure et extérieure compliquées rendant le pays instable. On observe une dérive nationaliste et autoritaire de l'exécutif, renforcée par le Coup d'état de juillet et une hostilité vis-à-vis du milieu des affaires (purge sévère) rendant incertain l'environnement des affaires. Enfin le rapprochement avec la Russie et les tensions avec l'Union Européenne militent pour une prudence accrue à court terme.



CORÉE DU SUD

L'économie coréenne restera contrainte en 2016 par le ralentissement de l'économie chinoise malgré une dynamique robuste de l'investissement. Les performances commerciales bilatérales avec la Chine enregistrent aussi une dégradation. La devise reste surévaluée et pourrait connaître des fluctuations à la baisse compte tenu de la volatilité financière élevée. Les soldes publics et courants demeurent excédentaires, témoignant d'une situation financière maîtrisée.



KOWEIT

Les perspectives de croissance restent faibles en raison de la persistance des prix bas du pétrole qui affectent fortement cette économie rentière. Les déficits courant et budgétaire se sont nettement creusés. D'importants investissements publics prévus dans le cadre du Plan de Développement (2015-2019) pourraient être gelés à court terme. Les réserves financières dont dispose le pays lui permettent toutefois de maintenir ses ambitions de développement économique à court-moyen terme.